

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PYRENEES HAUT GARONNAISES**

**Séance du 3 Juin 2021 tenue en visioconférence**

L'an deux mille vingt et un, le 3 Juin à 18h, le Conseil de Communauté s'est réuni à distance par visioconférence avec l'application TEAMS, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Alain PUENTE,

**Personnes présentes : 45**

BERRE Dominique / BISTOLFI Patrick / BRILLET Gérard / BRUNA Laurent / CAMPAGNE André / CASTELL José / CASTEX Claude / CAU Claude / CAU Marcel / CAZES Sabine / COLLA Serge / CRAMPÉ Philippe / DAT Jean-Michel / DE FARCY DE PONTFARCY Marilyne / DE PECO Serge / CAZAUX Alain / DUBOIS Alban / DUMAIL Bernard / D'HAENE Alain / FILLASTRE André / GAMBONI Jean-Philippe / JACQUARD Claude / LAGLEIZE Patrick / LARQUÉ Alain / LARQUÉ Serge / LASALA Jean-Pierre / MARTIN Denis / MARTIN François / MORA Bernard / MOUNIER Ghislaine / PENETRO Pascal / PERUSSEAU Olivier / PLANAS Yves / PRINCE Bernard / PUENTÉ Alain / PUIGDELLOSAS Claude / REBONATO Jean-Pierre / RENAUD Jacques / SACAZE Jean-François / SANS Stéphane / SERRANO Georges / TINE Jean-Claude / UCHAN Marie-Claire / VIGNEAUX Denise / SOLLE LOUGE Evelyne

**Personnes absentes ou excusées : 50**

ABADIA Jean-François / ABBES Pierre / ABO PATTARONE Marie / AUFRERE Isabelle / AZEMAR Eric / BRUNET LACQUE Françoise / CASTEX Marie-Thérèse / CAUSSETTE Guillaume / CHAPOT Denis / COMET Jean-Pierre / COMET Sylvain / DARDÉ Jean-Paul / DENARD Jean-Paul / DUPLAN Patrick / DUPLEICH Jean-Luc / ELIE Patrick / EMPORTES Christian / EXPOSITO Murielle / FERRE Louis / GARCIA Clément / GOUZY José / GUAUS Bernard / GUIARD Olivier / HAEIN Thierry / HUET Serge / JAMME Henri / LACOMBE Claude / LADEVEZE Michel / LAFONT Céline / LAMORA Christel / MELAZZINI André / MINEC Hervé / MORETTO Joseph / PALACIN John / PELAYO Gabriel / PÉRÉMIQUEL Mathieu / PRAT Philippe / REDONNET Jean-Luc / RENAUD Annie / RIBIS Jean-Marc / RIVAL Patrice / RIVES Jean-Jacques / SAINT-MARTIN Yvon / SALVATICO Jean-Paul / SAPORTE Gérard / SAULNERON Patrick / SOYE Anne / STRADERE Michelle / THÉBÉ Henri / TONIOLO Gilles

**Procurations : 6**

DUPLAN Patrick a donné procuration à CRAMPE Philippe  
FERRE Louis a donné procuration à TINE Jean-Claude  
LACOMBE Claude a donné procuration à CAZES Sabine  
PRAT Philippe a donné procuration à FILLASTRE André  
RIVAL Patrice a donné procuration à PUENTÉ Alain  
TONIOLO Gilles a donné procuration à DE FARCY DE PONTFARCY Marilyne

***Il est à noter que M. Crampé Philippe, Maire de la commune de Castillon de Larboust, ne prend pas part au vote.***

**Vote :    Pour : 50                    Contre : 0                    Abstention : 0**

**Objet : Vente de la parcelle A265 à la Commune de Castillon de Larboust**

**- Annule et remplace la délibération prise le 29 octobre 2020 (D91 visée le 03/11/20) -**

Monsieur le Président propose aux membres de l'assemblée, la vente de la parcelle A265, appartenant à la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises, située au Village – 31110 Castillon de Larboust, d'une contenance de 1 640 m², à la commune de Castillon de Larboust au prix de 250 €, correspondant au coût réel engagé par la CCPhG.

Le Président rappelle aux membres de l'assemblée, les problèmes d'excès de vitesse et les risques encourus pour l'accès à l'école et que par conséquent il est nécessaire de faire un rondpoint qui va empiéter sur cette parcelle rurale A265, appartenant à la CCPHG.

Le Président propose donc à l'assemblée que la CCPHG puisse vendre cette parcelle à la commune, au prix de 250 €.

Après en avoir délibéré, le conseil de communauté :

- Approuve la vente de la parcelle A265, d'une superficie de 1 640 m<sup>2</sup>, située au village à CASTILLON DE LARBOUST au prix de 250 €.
- Donne son accord pour que le Président puisse procéder à toutes les démarches nécessaires à cette vente.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.



Le Président,  
Alain PUENTE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*